



Assemblée générale

Distr. générale
2 septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 66 a) de l'ordre du jour

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est un additif au dix-huitième rapport annuel sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) soumis en application de la résolution [74/301](#) de l'Assemblée générale.

Il contient un examen complet de la mise en œuvre du NEPAD depuis son instauration en 2001 et présente des recommandations pour renforcer l'architecture multilatérale de l'appui au développement de l'Afrique, avec pour toile de fond l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le rapport fait la synthèse des rapports d'activité nationaux et régionaux sur le NEPAD, en prenant pour schéma directeur l'Agenda 2063. Il comprend des descriptions des interventions menées et des résultats obtenus aux niveaux régional et continental et vise à servir de base de réflexion commune à toutes les parties prenantes, y compris les administrations nationales et infranationales, les organismes régionaux, la société civile, le monde universitaire et les partenaires pour le développement, afin d'accélérer collectivement la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'Afrique.

Des recommandations sont formulées pour renforcer le partenariat entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies afin de réaliser l'objectif « L'Afrique que nous voulons », de mobiliser l'appui international autour des priorités de développement de l'Afrique, telles que consacrées dans l'Agenda 2063, et de faciliter la transition de l'Union africaine du NEPAD à l'Agenda 2063.



I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution [74/301](#) de l'Assemblée générale en tant qu'additif au dix-huitième rapport de synthèse sur les progrès de la mise en œuvre et l'appui international ([A/75/918](#)).
2. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été adopté à la trente-septième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, qui a eu lieu à Lusaka en 2001, puis ratifié lors du premier sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenu en Afrique du Sud en 2002. Après les performances socioéconomiques déplorables des deux décennies précédentes – baptisées les « décennies perdues » de l'Afrique subsaharienne – le NEPAD est venu témoigner de la clairvoyance des dirigeants africains et de leur volonté d'assumer la pleine responsabilité et l'appropriation de leur propre développement et de leur intégration dans l'économie mondiale. Conscients de l'incidence négative de la mauvaise gouvernance sur le développement du continent, ils ont fait de la bonne gouvernance une priorité importante du NEPAD et ont établi le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs.
3. En écho à ces efforts, le Groupe des Huit (G8) a approuvé le NEPAD lors du sommet qu'il a tenu à Kananaskis (Canada), en juillet 2002, et s'est engagé, avec son Plan d'action pour l'Afrique, à ce que ses membres s'emploient, individuellement et collectivement, à renforcer leur coopération avec les pays africains. À la suite de son examen et de son évaluation finals, en 2002, le Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique a été approuvé par l'Assemblée générale, dans ses résolutions [57/2](#) et [57/7](#), comme cadre de l'aide internationale pour le développement du continent africain. En 2003, le Secrétaire général a créé le Bureau du Conseiller/de la Conseillère spécial(e) pour l'Afrique en tant que structure du Secrétariat chargée de coordonner l'appui du système des Nations Unies à la mise en œuvre du NEPAD. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres organisations internationales de développement ont également adopté des mesures spécifiques pour soutenir la mise en œuvre du NEPAD.
4. **Méthodologie.** La méthodologie utilisée pour l'établissement du présent rapport repose tout d'abord sur un examen approfondi des documents pertinents, en particulier : les rapports annuels sur le NEPAD publiés au cours de la période allant de 2016 à 2020 ; le Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine : deuxième examen triennal (2010-2012) ; l'Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique (éditions publiées de 2008 à 2015) ; Vers une coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2019 ; les rapports publiés par des groupes sur les mécanismes de coordination régionaux et sous-régionaux ; les rapports des examens nationaux volontaires ; le rapport sur le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2021 ([E/HLPF/2020/6](#)) ; le rapport sur le financement du développement durable ; Dynamiques du développement en Afrique 2019 : Réussir la transformation productive ; le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation de l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique fourni par le programme 9 par l'intermédiaire du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, de la Commission économique pour l'Afrique et du Département de la communication globale ([E/AC.51/2021/4](#)). En outre, des recherches documentaires approfondies ont été menées sur les rapports suivants : premier Rapport continental sur l'état de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, une évaluation factuelle de 31 pays et de six communautés économiques régionales sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du premier plan décennal de l'Agenda 2063 ; rapport intitulé « Conditions de réussite dans la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain », un document qui

doit servir de guide aux organes de l'Union africaine, aux communautés économiques régionales, aux États membres et aux autres parties prenantes dans l'adoption des mesures nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'Accord ; *African Innovation Outlook III, 2019*, qui donne un aperçu de certains indicateurs clefs devant permettre de mesurer les progrès réalisés par rapport au cadre de la Stratégie de la science, de la technologie et de l'innovation pour l'Afrique 2015-2024 et les avancées en matière de recherche et développement et d'innovations dans les États membres de l'Union africaine.

II. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, un nouvel élan pour le développement de l'Afrique

5. La mise en place d'institutions panafricaines dynamiques, efficaces et résilientes, à même de servir de point d'ancrage au programme de développement du continent et de lui donner suite est une composante importante de l'Union africaine. L'instauration du NEPAD en 2001 a permis de réaffirmer l'objectif toujours prioritaire¹ du renforcement de la capacité des États africains et des institutions régionales de concrétiser la vision collective d'une Afrique intégrée, pacifique, prospère et centrée sur la population, inscrite dans l'Agenda 2063.

6. La mise en œuvre du NEPAD en tant que stratégie commune, notamment pour qu'il serve de cadre global à une action continentale et donne effet à la conviction partagée de la nécessité d'une transformation de l'Afrique, est devenue une urgence absolue au tournant du nouveau millénaire. Les États membres de l'Union africaine et les entités des Nations Unies, y compris les communautés économiques régionales, soutenus par les partenaires pour le développement, ont apporté une contribution déterminante à la mise en œuvre du nouveau programme de développement global, fondé sur les principes fondamentaux de l'appropriation et du leadership africains. L'objectif était également de mettre fin à la marginalisation du continent dans l'économie mondiale et de permettre à l'Afrique de revendiquer la place lui revenant sur la scène internationale.

7. Le NEPAD est l'incarnation du rôle catalyseur que peut jouer l'intégration régionale dans la transformation économique et structurelle de l'Afrique. Les plans d'action et initiatives suivants ont été adoptés dans le cadre de l'Union africaine et du NEPAD : Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine ; Programme de développement des infrastructures en Afrique ; Plan d'action consolidé de l'Afrique dans le domaine de la science et de la technologie ; Plan d'action de l'initiative environnementale ; plans d'action sous-régionaux pour l'environnement ; Cadre stratégique de renforcement des capacités ; Programme minimum d'intégration ; Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructures situé à la Banque africaine de développement ; Plateforme africaine pour l'efficacité du développement ; et Plan d'action pour l'Afrique 2010-2015 de l'Union africaine/NEPAD : Faire progresser l'intégration régionale et continentale en Afrique².

8. Le NEPAD a évolué et est désormais doté des moyens nécessaires pour générer l'impulsion indispensable à sa mise en œuvre en tant que programme phare de l'Union africaine. Tout d'abord, à la troisième session ordinaire du Conseil exécutif de

¹ WL Nkuhlu, Directeur exécutif du Secrétariat du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), « *The New Partnership for Africa's Development: the journey so far* », juin 2005.

² Commission économique pour l'Afrique, Agende de planification et de coordination du NEPAD, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, *Africa's Decade of Change: Reflections on 10 Years of NEPAD* (2012).

l'Union africaine, tenue à Maputo en 2003, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont souhaité renforcer le NEPAD en l'intégrant aux structures et mécanismes de l'Union africaine. Ensuite, le renforcement du NEPAD a fait partie intégrante de la réforme institutionnelle de l'Union africaine lancée en juillet 2016 sous la direction du Président du Rwanda, M. Paul Kagame. Les résultats finals de ces deux initiatives cruciales ont été la transition institutionnelle du secrétariat du NEPAD, qui a été remplacé par l'Agence de planification et de coordination du NEPAD en février 2010, puis la création, en janvier 2019, de l'Agence de développement de l'Union africaine.

Évolution de l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et à l'Agenda 2063

9. L'Agenda 2063 repose sur la vision de l'Union africaine d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale. Il est le projet et le plan directeur du continent pour transformer l'Afrique en la puissance mondiale du futur. Il illustre concrètement comment le continent compte atteindre cet objectif dans un délai de 50 ans. Son premier Plan décennal de mise en œuvre (2014-2023) présente un ensemble d'objectifs, de domaines prioritaires et de cibles que le continent entend privilégier aux niveaux national, régional et continental.

10. Le Document-cadre de l'Agenda 2063 a été adopté par l'Assemblée de l'Union africaine à sa vingt-quatrième session, tenue à Addis-Abeba en janvier 2015, à l'issue de consultations approfondies impliquant tous les segments de la société africaine et les parties prenantes, y compris les communautés économiques régionales et d'autres organes continentaux, ainsi que la diaspora.

11. L'Agenda 2063 s'inspire d'initiatives continentales passées et présentes, telles que la Déclaration de Monrovia d'engagement des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre en faveur de l'autosuffisance nationale et collective dans le développement économique et social en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international ; le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000) ; le Traité instituant la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja) ; et le NEPAD. Il fait fond également sur les résultats positifs enregistrés récemment par l'Afrique dans les domaines économique, social et politique pour définir une nouvelle trajectoire de croissance, de paix et de prospérité. Il tire parti de la richesse de l'histoire, des ressources naturelles, de la population, de la culture et des institutions du continent à tous les niveaux et prend en compte les possibilités offertes par l'évolution des tendances et des dynamiques africaines et mondiales.

Agence de développement de l'Union africaine

12. La création de l'Agence de développement de l'Union africaine a été approuvée par l'Assemblée de l'Union à sa trente et unième session ordinaire, tenue en juillet 2018, en tant qu'élément fondamental d'une réforme institutionnelle globale. La raison d'être de l'Agence est de redynamiser la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de faciliter les efforts institutionnels aux fins de l'intégration régionale.

13. Il était primordial que, dans son document précurseur intitulé « L'impératif du renforcement de notre Union », qu'il avait présenté à l'Assemblée de l'Union africaine en janvier 2017, le Président du Rwanda, en sa qualité de Champion-Leader de la réforme institutionnelle de l'Union africaine, mette en avant plusieurs préoccupations et défis affaiblissant l'Union, notamment la mauvaise coordination

entre les États membres et les institutions et l'absence de consensus sur les questions stratégiques. Le Président a exposé les principales priorités de la réforme, qui avaient servi de plan directeur pour le processus. Il a notamment mis l'accent sur la nécessité d'assurer la réalisation des objectifs prioritaires suivants, qui valaient pour l'ensemble du continent : réaligner les institutions de l'Union africaine afin de réaliser ces priorités ; faire en sorte que l'Union africaine soit à l'écoute des citoyens africains ; renforcer l'efficacité et l'efficience opérationnelles ; et assurer un financement durable. Il a souligné que ces questions justifiaient une action urgente et collective afin de réformer l'ensemble du système de l'Union africaine, qu'il a décrit comme une organisation fragmentée.

14. En conséquence, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont décidé de créer l'Agence de développement de l'Union africaine, chargée de remédier aux déficiences recensées et de contribuer à une mise en œuvre plus efficace de l'Agenda 2063.

15. La mission de l'Agence de développement de l'Union africaine est de servir de plateforme pour favoriser le développement du continent par une planification, une coordination et une mise en œuvre efficaces et intégrées de l'Agenda 2063, en agissant conjointement avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les États membres, les communautés économiques régionales et les institutions panafricaines et en tirant parti des partenariats et de la coopération technique. Les objectifs et les cibles de l'Agenda 2063 sont donc définis par l'Union africaine comme le cadre permettant de mesurer le développement du continent. La mise en œuvre de l'Agenda 2063 s'est accélérée à tous les niveaux – national, régional et continental – les six premières années ayant été marquées par des progrès remarquables vers les objectifs définis dans le premier Plan décennal.

III. Des partenariats pour la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et de l'Agenda 2063

16. Pour mettre en œuvre le NEPAD, il a fallu mobiliser les partenaires et les ressources, notamment les États membres africains qui avaient manifesté leur volonté d'adhérer aux principes fondamentaux de partenariat énoncés par les fondateurs du NEPAD en 2001. L'Agence de planification et de coordination du NEPAD a été guidée dans son action par la perspective d'un nouveau partenariat africain aux niveaux régional, continental et mondial.

17. L'Union africaine en général, et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD en particulier, ont collaboré avec le G8 et ont bénéficié d'efforts tels que l'Initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire, qui a permis de mobiliser 20 milliards de dollars ; la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, que pilotaient les États-Unis d'Amérique ; et la déclaration « Un nouvel élan pour la liberté et la démocratie », adoptée à Deauville (France) en 2011. Un mécanisme d'application du principe de responsabilité conçu pour passer en revue les engagements mutuels du G8 et de l'Afrique a été lancé dans le cadre du rapport intitulé *Muskoka Accountability Report: Assessing Action and Results against Development-related Commitments* en 2010. Le G8 et la partie africaine ont présenté des examens des niveaux de mise en œuvre de leurs engagements. Le premier rapport de l'Union africaine sur l'application du principe de responsabilité a été publié en 2011³.

³ Union africaine et NEPAD, *Assessing Africa-G8 Partnership Commitments: Accountability Report on Africa-G-8 Commitments, 2001 to 2010* (2011).

18. En 2013, face à l'évolution du contexte mondial et eu égard à l'ambition première du NEPAD de générer une croissance à deux chiffres pour l'Afrique, le Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de l'orientation du NEPAD a recommandé un changement d'optique et de stratégie pour privilégier le Groupe des Vingt (G20) plutôt que le Groupe des Sept (G7). Il a observé à juste titre que le G20 avait le premier cherché à promouvoir la concertation internationale en matière économique, ce qui appelait un examen approfondi de la stratégie de partenariat de l'Afrique au sein de cette nouvelle architecture de gouvernance mondiale. L'Assemblée de l'Union africaine a décidé à titre prioritaire que le Comité d'orientation devait être adéquatement représenté au processus de partenariat du G20 aux côtés de l'Afrique du Sud (le seul pays africain du Groupe) et qu'il devait participer effectivement à ses travaux. Les présidents de l'Union africaine, du Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de l'orientation du NEPAD et de la Commission de l'Union africaine représenteraient l'Union africaine aux travaux du Groupe.

19. Parmi les résultats pertinents du G20 intéressant l'Afrique et découlant des sommets tenus par le Groupe entre 2012 et 2019, on pouvait citer l'initiative AgResults visant à améliorer la sécurité alimentaire en encourageant l'innovation du secteur privé en matière de nouveaux produits et systèmes agricoles ; la mise en œuvre du programme Renforcer la nutrition (actuellement connu sous le nom de ONU-Nutrition) ; et le Plan d'action de Los Cabos visant à stimuler l'emploi et la croissance au niveau mondial. L'une des principales avancées du G20 concernant l'Afrique a été obtenue grâce au travail continu mené par le Groupe d'experts de haut niveau pour l'investissement dans les infrastructures, au sein duquel l'Agence de planification et de coordination du NEPAD a aidé le sherpa éthiopien à assurer la mobilisation des fonds publics sous forme d'excédents disponibles dans les économies émergentes pour des retours d'investissement plus élevés dans le développement des infrastructures en Afrique. Plus important encore, le Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de l'orientation du NEPAD et, par la suite, l'Assemblée de l'Union africaine, ont accueilli favorablement le Consensus de Séoul sur le développement, qui met l'accent sur une croissance partagée et s'accompagne d'un plan d'action pluriannuel sur le développement destiné à faciliter l'obtention de résultats tangibles et à favoriser un rôle plus important de l'État dans les pays moins développés pour stimuler la croissance économique.

20. S'agissant des partenariats bilatéraux stratégiques, la mise en œuvre du NEPAD a incité de nombreux pays du G7 et du G20 à s'engager directement à fournir un appui aux programmes. Parmi ces partenaires pour le développement figuraient l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Islande, le Japon, la Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que le Conseil de coopération du Golfe. Dans le même ordre d'idées, le Secrétaire exécutif du NEPAD a également pris une part active aux échanges entre l'Union africaine et les plateformes de coopération bilatérale, à savoir la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, le Sommet Union européenne-Afrique et le Forum sur la coopération sino-africaine.

21. Au niveau institutionnel, des relations de partenariat spéciales avec des agences bilatérales de coopération au développement ont été établies pour accélérer la mise en œuvre du NEPAD. À cet égard, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) (anciennement connue sous le nom d'Agence allemande de coopération technique, GTZ), qui a été une institution partenaire solide et de premier plan du NEPAD, mérite une mention particulière. L'appui de la GIZ a favorisé la mise en œuvre du NEPAD et a largement contribué à l'intégration régionale en Afrique.

22. De même, un partenariat spécial a été établi avec la Banque africaine de développement (BAfD), qui visait principalement à soutenir les infrastructures et

l'intégration régionale. Il convient de souligner en particulier le rôle que la BAfD a joué dans la promotion de la conception du Programme de développement des infrastructures en Afrique et de son déploiement, l'appui fourni à la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et le Plan d'action pour l'environnement. En outre, la collaboration avec la BAfD a permis la finalisation du Plan d'action pour l'Afrique 2010-2015 de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ainsi que du concept du programme visant à rendre le développement plus efficace en Afrique, la BAfD jouant le rôle de chef de file s'agissant de mettre en œuvre une approche du financement du développement fondée sur des données factuelles à l'échelle du continent, dans le cadre du triptyque Coopération Sud-Sud, financement du développement et renforcement des capacités.

23. Les partenariats spéciaux durables que le NEPAD a établis avec les institutions de premier plan susmentionnées ont été motivés par l'adhésion à une vision commune et un sentiment de communauté d'objectif et de complémentarité concernant la transformation de l'Afrique. Les institutions africaines et mondiales, en particulier la GIZ, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la BAfD et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), se sont étroitement investies dans le NEPAD. La coopération a débouché sur un soutien concret à une Agence de planification et de coordination pleinement fonctionnelle dans le cadre général de l'Union africaine et par la promotion de la réalisation par l'Afrique des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs de développement durable. La BAfD, la CEA et le PNUD ont été des membres pionniers du Comité de pilotage du NEPAD. Les organigrammes de deux de ces entités, la BAfD et la CEA, reprenaient même les noms d'unités et/ou de divisions du Partenariat.

24. De 2009 à 2018, d'autres acteurs institutionnels ont également noué des accords de partenariat à l'appui du NEPAD et ont très largement contribué à ses réalisations et résultats. Ces institutions partenaires étaient, entre autres, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Forum pour le partenariat avec l'Afrique, la Banque mondiale, l'ancien Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'Agence norvégienne de coopération au développement, l'ancienne Agence canadienne de développement international, l'ancienne Agence suédoise de développement international, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Agence japonaise de coopération internationale et la Banque islamique de développement.

25. Le fait que la priorité a été accordée au renforcement des partenariats avec le reste du monde est une avancée majeure. Les principaux promoteurs du NEPAD ont activement impliqué le G8, l'OCDE et le système des Nations Unies dans l'établissement d'une nouvelle architecture de coopération et d'aide au développement pour l'Afrique. Le secrétariat du NEPAD a promu le principe fondamental d'un programme de développement piloté et maîtrisé par l'Afrique ainsi que les valeurs d'égalité, de responsabilité mutuelle, de confiance, de respect, de réactivité et d'engagement partagé pour une amélioration des résultats et des réalisations⁴. Le secrétariat du NEPAD a établi des relations durables avec les institutions multilatérales de financement du développement, notamment la BAfD, la Banque mondiale et les entités des Nations Unies.

⁴ Ibid.

26. Le G8 a également fait du NEPAD le cadre intégré de son soutien au développement de l'Afrique, les efforts les plus notables à cet égard étant le Plan d'action pour l'Afrique qu'il a adopté lors du sommet tenu à Kananaskis en 2002 ; et le Plan d'action de Gleneagles sur le changement climatique, l'énergie propre et le développement durable, adopté par le Groupe et les chefs d'État et de gouvernement africains, qui a témoigné de la volonté du Groupe de doubler l'aide à l'Afrique. Les chefs d'État et de gouvernement africains se sont engagés à promouvoir la démocratisation et une nouvelle trajectoire de croissance et de développement à large assise, inspirée par la vision du NEPAD. Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique a été conçu en 2003, dans le sillage du sommet du Groupe tenu à Évian (France) cette année-là, et a servi de cadre à un partenariat intergouvernemental conjoint Afrique/G8/OCDE, sous l'impulsion du NEPAD. Le secrétariat du NEPAD et le Groupe d'appui du Forum pour le partenariat avec l'Afrique, basé au secrétariat de l'OCDE, ont conjointement fourni une assistance technique au Forum de 2003 à 2014. Le secrétariat du NEPAD s'est donc appuyé sur des accords de partenariat axés sur la recherche de solutions pour mettre en œuvre les initiatives dont il avait la charge. Grâce à l'audace politique des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, il a été loué pour son aptitude à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre des programmes.

27. Nombreux sont les exemples d'efforts fructueux de mobilisation des ressources. On peut citer notamment le Fonds NEPAD/Espagne pour l'autonomisation des femmes africaines, créé en 2012 en partenariat avec le Gouvernement espagnol et géré par le secrétariat du NEPAD, qui couvre 37 États membres de l'Union africaine. Ce Fonds a largement contribué à l'égalité des sexes, au renforcement des capacités, au transfert de compétences, à l'accès au financement et à la création d'entreprises, accélérant ainsi la réalisation sur le continent des objectifs du Millénaire pour le développement puis des objectifs de développement durable. Parmi les autres exemples, on peut citer une subvention d'un montant total de 3 millions de dollars des États-Unis accordée par le Gouvernement canadien pour la réalisation d'études, d'analyses et de travaux préparatoires liés à la publication de l'*African Innovation Outlook* ; et un financement de 5 millions de livres sterling pour le Partenariat pour la pêche en Afrique, fourni par le Royaume-Uni par l'intermédiaire de son Ministère du développement international. Un soutien a également été reçu de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, du Southern Africa Trust, de la CEA, de la BAfD, de l'Agence allemande de coopération pour le développement (GTZ puis GIZ), de la Fondation Bill et Melinda Gates et de la Banque mondiale.

Rôle et valeur de l'appui du système des Nations Unies aux programmes du NEPAD

28. Les progrès et les résultats obtenus par le NEPAD sont dans une très large mesure à porter au crédit des relations de partenariat et aux avantages mutuels qu'elles assurent. L'un des principaux partenariats ayant permis au NEPAD d'enregistrer de notables succès est celui établi avec le système des Nations Unies.

29. Dans sa résolution 57/7 du 20 novembre 2002, l'Assemblée générale a décidé de mettre un terme au nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 1990 et a fait sienne la recommandation relative à son successeur, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Elle a demandé aux entités des Nations Unies, dans la limite de leurs mandats respectifs, d'aligner leurs activités, en Afrique, sur les priorités du Nouveau Partenariat et a accueilli avec satisfaction les mesures déjà prises au niveau régional pour organiser les activités des organismes des Nations Unies en groupements thématiques couvrant les domaines prioritaires du Nouveau Partenariat. Elle les a priés instamment de travailler avec l'Union africaine et d'autres organisations intergouvernementales,

régionales et sous-régionales pour assurer la réalisation des programmes et priorités du Nouveau Partenariat. Elle a également exhorté le système des Nations Unies à travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine et d'autres organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales pour assurer la mise en œuvre des programmes et des priorités du Nouveau Partenariat.

30. Pour appuyer la mise en œuvre du NEPAD, le système des Nations Unies a privilégié diverses initiatives – activités de plaidoyer, coopération technique pour le renforcement des capacités, mobilisation de ressources, suivi, activités de développement et établissement des rapports correspondants, coordination renforcée de l'exécution des programmes (voir [A/63/130](#)).

31. Au niveau mondial, un appui institutionnel a été apporté par la création du Bureau du Conseiller/de la Conseillère spécial(e) pour l'Afrique, qui a reçu pour mandat de coordonner les activités mondiales de plaidoyer en faveur du NEPAD et de sa mise en œuvre et d'améliorer la cohérence et la coordination des initiatives engagées par le système des Nations Unies pour apporter un appui à l'Afrique, notamment dans le contexte de la paix et de la sécurité. Le Bureau, en sa qualité de centre de liaison du NEPAD au Siège de l'ONU et grâce à ses travaux politiques et analytiques et à son pouvoir de rassemblement, a joué un rôle de premier plan dans ces efforts et dans la sensibilisation de la communauté internationale aux besoins de développement de l'Afrique afin de mobiliser un appui international accru. La coordination régionale de l'appui au NEPAD a été confiée à la CEA et l'appui à l'information du public pour le NEPAD au Département de l'information de l'époque.

32. Pour assurer la cohérence et une approche intégrée de l'appui du système des Nations Unies à l'Afrique, l'Équipe spéciale interdépartementale chargée des questions relatives à l'Afrique a été créée en application de la résolution [57/7](#) de l'Assemblée générale. L'objectif de cette Équipe spéciale était, entre autres, de suivre la mise en œuvre de tous les résultats des sommets et des conférences concernant l'Afrique, de combler les lacunes et d'établir des rapports sur les questions critiques touchant le continent ([A/63/130](#)).

33. En outre, en application de la résolution [57/7](#), un mécanisme de coordination régionale a été établi pour mieux concerter et harmoniser les diverses activités des entités des Nations Unies en Afrique. Le Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique a aidé le système des Nations Unies à aligner ses activités sur les priorités de la Commission de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et du NEPAD.

34. En 2006, comme suite à l'adoption de la résolution [60/1](#) de l'Assemblée générale, la Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine : Cadre du programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine ([A/63/130](#), annexe) a été signée et adoptée comme cadre de partenariat entre les deux organisations. La Déclaration a été mise en œuvre grâce aux activités menées par le Mécanisme de coopération régionale et son système de groupes thématiques.

35. En 2015, le partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017-2027 a été élaboré conjointement par les deux organisations et adopté respectivement par l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Assemblée de l'Union africaine. Ce partenariat est ancré et aligné sur les aspirations et les buts de l'Agenda 2063 et intègre les objectifs et les buts du NEPAD. Il est également étroitement aligné sur le Programme 2030.

36. Plus récemment, l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies ont renforcé leur partenariat dans les domaines interconnectés de la paix, de la sécurité et

du développement en Afrique au moyen de deux cadres de partenariat importants signés par le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine. Le Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, signé en avril 2017, établit une base de collaboration sous la forme de mécanismes conjoints et de consultations régulières, en mettant l'accent sur la prévention des conflits. En outre, l'objectif du Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été signé en janvier 2018, est de veiller à ce que les deux programmes soient intégrés dans les cadres de développement nationaux. De plus, les deux organisations ont élaboré un plan d'action commun pour la mise en œuvre, afin de garantir une approche harmonisée et intégrée.

37. Selon l'évaluation réalisée par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) du programme 9 [Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), par l'intermédiaire du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, de la Commission économique pour l'Afrique et du Département de la communication globale], ce programme gardait toute sa pertinence et, compte tenu de sa valeur unique pour les activités de coordination et d'appui de l'ONU en faveur du développement de l'Afrique, la demande pour les services en question restait forte, même si la stratégie de mise en œuvre devait être améliorée et assortie de mécanismes clairs d'application du principe de responsabilité ([E/AC.51/2021/4](#)).

IV. Principales réalisations et résultats du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

38. La présente section rend compte des programmes et projets mis en œuvre par le NEPAD, avec la contribution de ses partenaires pour le développement.

A. Résorber le déficit d'infrastructure : une obligation forte

39. L'un des problèmes les plus graves auxquels sont confrontés les pays africains est le déficit d'infrastructure, qui limite considérablement leur potentiel de croissance. Bien que l'on ait observé une accélération notable des investissements dans les infrastructures, le pourcentage du produit intérieur brut consacré à de tels investissements, à savoir un peu plus de 4 %, reste nettement insuffisant. En comparaison, en Chine, il s'élève à 14 %. Les chiffres globaux masquent également des disparités importantes, selon les pays et les régions. L'un des points les plus critiques concerne le secteur de la production d'énergie. Plus de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité. Au total, la consommation moyenne d'énergie en Afrique (hors Afrique du Sud) est de 180 kwh, contre 6 500 en Europe et 13 000 aux États-Unis. Pourtant, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel en termes d'énergies renouvelables, qui reste largement sous-exploité. L'hydroélectricité représente un cinquième de la capacité énergétique du continent. On estime cependant que seul un dixième du potentiel hydroélectrique du continent est exploité. Cette situation explique l'importance accordée à la dimension énergétique dans les projets prioritaires du NEPAD.

40. Les infrastructures de transport sont l'autre priorité du programme du NEPAD sur le commerce, l'intégration régionale et les infrastructures. L'approche adoptée depuis 2012, date de l'adoption du Programme de développement des infrastructures en Afrique, repose sur le concept de corridors régionaux. Les taux de fret routier sont deux à quatre fois plus élevés par unité de kilomètre en Afrique qu'aux États-Unis et

les temps de trajet le long des principaux corridors d'exportation africains sont deux à trois fois plus longs qu'en Asie. Le manque d'équipements (routes, ponts, chemins de fer, ports, etc.) ou leur obsolescence représentent des obstacles majeurs, mais les problèmes de transport et de communication comprennent également des barrières non physiques. Par exemple, on estime que 75 % des retards aux frontières sont dus à des contraintes liées à la facilitation des échanges et que 25 % seulement sont liés à des défaillances des infrastructures. C'est pourquoi le renforcement de l'harmonisation transfrontalière a été érigé en principe directeur pour le développement d'un réseau de points de passage frontaliers à guichet unique et d'un système de feux de signalisation, afin d'améliorer la mobilité des biens et des personnes grâce à des opérations logistiques simplifiées et intégrées.

Mobiliser le secteur privé pour combler le déficit de financement des infrastructures

41. Selon les estimations actualisées de la BAfD, 130 à 170 milliards de dollars par an seraient nécessaires pour le développement des infrastructures en Afrique. À lui seul, le Plan d'action prioritaire du Programme de développement des infrastructures en Afrique suppose la mobilisation de 360 milliards de dollars d'ici à 2040.

42. L'importance du financement des infrastructures en Afrique a été soulignée lors du Sommet organisé à Dakar sur cette question en juin 2014. La mise en place de mécanismes novateurs de partenariat public-privé et la création du Continental Business Network (réseau continental d'affaires) figurent parmi les actions concrètes et pragmatiques engagées à l'issue de cette réunion cruciale.

43. Une étude conjointe de l'Agence de planification et de coordination et de la CEA a souligné l'importance que revêtait la disponibilité de ressources financières intérieures pour garantir les investissements nécessaires au développement du continent. Les coûts de mise au point d'un projet en Afrique représentaient en moyenne 10 % à 12 % de son coût total, soit environ 10 milliards de dollars.

44. La nécessité d'un appui renforcé pour l'élaboration et la configuration de projets d'infrastructure a conduit à la conception, avec les partenaires, d'une série d'instruments visant à remédier aux lacunes observées dans ce domaine, tant au niveau national qu'au niveau des communautés économiques régionales. Parmi ces instruments figuraient des mécanismes de prestation de services, mis en place pour combler l'insuffisance des capacités nécessaires à la réalisation de projets d'infrastructure aux niveaux national et régional, en particulier dans les premières phases de leur conception ; le mécanisme de préparation des projets d'infrastructure du NEPAD, d'un montant de 91,8 millions de dollars, pour le soutien technique aux projets, la facilitation et les coûts de préparation ; et le centre d'information virtuel du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique, qui visait à faciliter le partage des connaissances et à suivre les progrès accomplis, en regroupant les informations et les données statistiques sur les projets d'infrastructure régionaux du Programme, afin de les rendre plus attrayants pour les investisseurs.

Projets prioritaires du Programme de développement des infrastructures en Afrique

45. Élaboré par la Commission de l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine et la BAfD, le Programme de développement des infrastructures en Afrique contribue à promouvoir l'intégration économique régionale en aidant à combler le déficit d'infrastructure de l'Afrique. Les 51 projets entrepris dans le cadre du Programme sont répartis en quatre secteurs, à savoir l'énergie, les transports, les eaux transnationales et les technologies de l'information et des communications. Approuvé par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine

en janvier 2012, le Programme vise à améliorer la compétitivité mondiale de l'Afrique et à stimuler ainsi sa croissance socioéconomique. Par la suite, 16 projets prioritaires ont été sélectionnés, avec des progrès enregistrés dans la mise en œuvre à différents niveaux.

B. Gouvernance des ressources naturelles, sécurité alimentaire et nutrition

46. La principale ressource naturelle de l'Afrique est son abondante réserve foncière. L'agriculture, qui emploie plus de 60 % de la main-d'œuvre africaine, est le seul secteur à même de sortir le plus grand nombre d'Africains de l'extrême pauvreté.

47. L'Agence de développement de l'Union africaine s'emploie avant tout à renforcer l'agriculture, à encourager la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à promouvoir l'économie bleue, à améliorer la gouvernance environnementale, à faciliter l'adoption de stratégies environnementales d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements et à favoriser l'exploitation minière durable aux niveaux national, régional et continental.

48. Le programme pour la gouvernance et le commerce des pêches du NEPAD s'est inscrit dans le cadre d'action défini par le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, qui combine sécurité alimentaire, transformation de l'agriculture et création de richesses. Ce Programme a pour objectif de faire en sorte qu'un minimum de 10 % des budgets nationaux soit alloué à l'agriculture et d'assurer une augmentation de la productivité agricole annuelle d'au moins 6 %.

49. Le poisson est l'un des principaux produits d'exportation de l'Afrique, avec une valeur annuelle de 24 milliards de dollars. Le programme pour la gouvernance et le commerce des pêches du NEPAD aide les pays à maximiser les avantages économiques et sociaux de l'économie marine. Les activités à cet égard consistent notamment à sécuriser les actifs côtiers et marins, à assurer une gestion durable et à générer une valeur partagée avec les parties prenantes.

50. Le programme a contribué à inscrire les priorités de l'Afrique dans les conventions mondiales sur le climat et la résilience en fournissant un large éventail de services aux États membres, notamment en matière d'engagement stratégique, de communication, d'assistance technique et de financement.

51. L'Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains (AFR100) a favorisé l'exercice d'un leadership éclairé et contribué à l'analyse des données, la diffusion des connaissances et la mise en place de coalitions dans 24 pays. Elle permettra la restauration de 100 millions d'hectares de paysages déboisés et dégradés d'ici à 2030. À ce jour, 21 États membres se sont engagés à restaurer 63,3 millions d'hectares de terres, une superficie presque équivalente à celle de l'île de Madagascar.

52. Une assistance technique personnalisée est fournie pour l'évaluation des possibilités de restauration, l'élaboration de stratégies et l'accélération de la mise en œuvre. Un réseau dynamique de partenaires politiques, techniques et financiers a obtenu à cette fin des engagements importants de la part de la Banque mondiale (1 milliard de dollars dans le cadre du Plan d'action africain pour le climat) et des investisseurs à impact (481 millions de dollars pour la restauration).

C. Industrialisation, science, technologie et innovation

53. Le NEPAD sert de cadre à des recherches sur des problèmes de santé, principalement le paludisme et la tuberculose ainsi qu'à des activités de recherche-développement. En outre, il permet de réaliser des évaluations des risques de la

recherche agricole aux fins de la sécurité alimentaire et environnementale et de la définition de politiques en matière de biotechnologie.

54. À la suite des essais réalisés pour diverses technologies, le Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur les technologies émergentes a recommandé l'utilisation de trois technologies : le recours à des lecteurs de gènes pour éliminer le paludisme ; l'application de la technologie des drones pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ; et la promotion des microréseaux pour améliorer l'accès à l'énergie.

55. Pour créer un écosystème africain de recherche et de développement florissant, 11 centres réglementaires d'excellence en recherche ont été établis sous les auspices du NEPAD. Sur tout le continent, leur travail en collaboration porte sur les questions suivantes : la pharmacovigilance ; les fonctions réglementaires de base ; l'enregistrement et l'évaluation des médicaments ; le suivi des essais cliniques ; le contrôle de la qualité des médicaments ; l'octroi de licences aux fabricants et la surveillance.

D. Mise en valeur du capital humain

56. L'Afrique est souvent décrite comme le continent le plus jeune du monde. En effet, 220 millions d'Africains ont entre 15 et 25 ans et ce nombre devrait passer à environ 350 millions d'ici à 2030. La jeunesse de sa population est le principal atout du continent et déterminera la trajectoire de son développement dans les décennies à venir.

57. Si la jeunesse de la population représente certainement un grand atout, elle soulève aussi un défi considérable pour le marché du travail puisque pas moins de 440 millions de jeunes Africains feront partie de la population active d'ici à 2030. Les taux de chômage élevés et le manque de compétences sont deux des problèmes les plus pressants auxquels l'Afrique est confrontée. Il est donc extrêmement pertinent de promouvoir des industries et des activités économiques qui contribuent à la création de nouveaux emplois.

58. Le NEPAD a permis des progrès significatifs dans d'autres domaines tout aussi importants. Des stratégies en matière d'éducation et de santé, de promotion des sciences et des technologies et de mise en valeur du capital humain ont été élaborées en collaboration avec la Commission de l'Union africaine. Ces progrès ont été réalisés dans le respect des principes et des valeurs du NEPAD, en particulier l'appropriation et la gestion de ses programmes économiques ; l'association du secteur privé à ses efforts ; et la promotion de partenariats mutuellement bénéfiques. Les principales initiatives phares présentées ci-dessous démontrent la pertinence continue du NEPAD :

a) La campagne visant à lancer 100 000 petites et moyennes entreprises, qui est menée en partenariat avec le secteur privé et s'inscrit dans le cadre de l'initiative « 1 million d'ici à 2021 » du Président de la Commission de l'Union africaine. Cette initiative vise à offrir des possibilités concrètes à un million de jeunes d'ici à 2021 dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de la participation ;

b) Le Fonds pour l'autonomisation des femmes africaines, qui vise à susciter une accélération du développement du secteur productif au moyen d'incubateurs d'entreprises afin de moderniser et de normaliser la fabrication de produits destinés aux marchés locaux, régionaux et internationaux ;

c) L'Initiative pour les compétences en Afrique, qui a pour objectif l'autonomisation des jeunes et le développement de leurs compétences entrepreneuriales en encourageant des actions ciblées de transformation rurale menées par des femmes et des jeunes dans les États membres participants ;

d) Une initiative d'alimentation en milieu scolaire, qui est axée sur la prévention de la malnutrition dans les établissements scolaires grâce à des efforts communautaires visant l'utilisation d'un outil de planification des repas pour favoriser le recours à des aliments issus de la production locale et améliorer ainsi la qualité des repas scolaires ;

e) La nutrition et la sécurité alimentaire, qui sont intégrées dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et dans les plans nationaux d'investissement dans l'agriculture, notamment par l'élaboration de lignes directrices pour l'harmonisation transfrontalière des normes et réglementations en matière de sécurité alimentaire ;

f) Les indicateurs africains de la science, de la technologie et de l'innovation, qui illustrent une série d'actions visant l'appropriation par les pays de l'initiative africaine pour l'amélioration des systèmes nationaux d'innovation.

V. La performance de l'Afrique en matière de développement au regard des objectifs de l'Agenda 2063

59. Dans la présente section, l'impact du NEPAD sur le développement de l'Afrique est évalué par rapport aux objectifs de l'Agenda 2063.

60. Le continent a fait quelques progrès dans la réalisation des sept aspirations de l'Agenda 2063, avec un score global de 32 %. Pour l'aspiration 4 (Une Afrique pacifique et sûre), il a obtenu des résultats remarquables, avec un score global de 48 % par rapport à l'objectif de 2019. Cette performance s'explique en partie par les mécanismes qui ont été établis et les efforts de renforcement des capacités qui ont été faits en faveur du maintien de la paix et de la sécurité au niveau national. Selon le premier Rapport continental sur l'état de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, une proportion importante des États membres de l'Union africaine disposent, par exemple, de conseils de paix nationaux fonctionnels, en plus des dispositifs établis aux niveaux régional et continental, qui comprennent l'Architecture africaine de paix et de sécurité.

61. De même, l'Afrique a enregistré une performance relativement bonne dans sa quête d'un continent intégré et politiquement uni, fondé sur les idéaux du panafricanisme et la vision d'une Renaissance africaine, atteignant 44 % de l'objectif de 2019. Ce résultat a été obtenu notamment grâce à l'action collective et concertée menée par les États membres pour rendre opérationnelle la Zone de libre-échange continentale africaine. L'aspiration 6 (Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, et qui se soucie du bien-être des enfants) a donné lieu à une performance relativement forte de 38 %.

62. Du fait d'une faible performance au titre de l'aspiration 1 (Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable), avec un score global de 29 %, des progrès lents ont été enregistrés dans la mise en œuvre de trois des sept objectifs, à savoir des économies transformées et la création d'emplois, une agriculture moderne pour une productivité et une production accrues et une économie bleue/océanique pour une croissance économique accélérée. Une performance remarquable a été réalisée, toutefois, pour l'objectif « Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous », illustrée, entre autres, par une augmentation exponentielle de la pénétration de l'Internet.

63. Un faible score de 16 % a été enregistré concernant les efforts du continent pour réaliser son aspiration à la bonne gouvernance, à la démocratie, au respect des droits

de l'homme, à la justice et à l'État de droit, à la lumière des objectifs de 2019. De même, la performance du continent en matière de promotion d'une identité culturelle forte, d'un patrimoine commun, de valeurs et d'éthique a enregistré un faible score de 15 % par rapport aux objectifs de 2019. La performance globale en termes de mise en œuvre de l'Agenda 2063 témoigne de la ferme volonté des États membres de concrétiser la vision de l'Union africaine.

VI. Enseignements tirés et recommandations pour la collaboration future

64. La pandémie mondiale de COVID-19 a provoqué des perturbations sans précédent de divers processus ayant une incidence directe sur la planification et la mise en œuvre des politiques socioéconomiques et environnementales ainsi que sur les activités programmatiques et la prestation de services en Afrique. La réorientation des ressources d'autres secteurs pour répondre aux besoins émergents et urgents résultant de la pandémie implique un changement de priorités et un recalibrage. L'accent mis sur les interventions immédiates et à court terme ainsi que sur les mesures de secours, de survie et de gestion des crises se traduit par une réduction de l'attention accordée au développement à long terme et aux objectifs de transformation. L'examen d'ensemble du NEPAD permet de tirer quelques enseignements qui peuvent être utiles pour aller de l'avant et construire en mieux en Afrique.

65. La vision et la mission du NEPAD sont restées légitimement et constamment pertinentes depuis la mise en place du Partenariat en 2001, qui a contribué à susciter un renouveau africain en favorisant l'intégration économique régionale et qui est désormais solidement intégré à l'Agenda 2063. Moyennant un changement institutionnel en deux phases, le NEPAD a constitué une composante intrinsèque du système de développement de l'Union africaine et a servi de catalyseur à la transformation de l'Afrique en fournissant aux dirigeants des pays de l'Union des orientations pour la formulation et la mise en œuvre de programmes régionaux. Il a réussi à affiner le concept de leadership africain et à en élargir la portée en offrant à l'Afrique la possibilité de faire entendre sa voix haut et fort grâce à la défense déterminée des priorités et des intérêts du continent en matière de développement.

66. Les engagements politiques de haut niveau axés sur les résultats pris sur la scène mondiale par le Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de l'orientation du NEPAD, agissant en association avec le G8, le G7 et le G20 et l'Organisation des Nations Unies, ont grandement favorisé le dialogue Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et les partenariats triangulaires. Il s'agissait d'autant d'avancées critiques rendues possibles par la performance du NEPAD en matière de mobilisation des ressources ainsi que par la priorité accordée à l'autonomie qui a continué à inspirer une nouvelle génération de partenariats de collaboration aux niveaux national, régional, continental et mondial.

67. L'adoption de la Position africaine commune sur le Programme de développement pour l'après-2015 a marqué un tournant. Le Programme de développement pour l'après-2015 et l'Agenda 2063 ont offert à l'Afrique une occasion unique de formuler ses priorités et de mettre en évidence les possibilités qui s'offraient à elle et les défis communs à surmonter. Les efforts nationaux, régionaux et continentaux déployés pour mettre en œuvre le NEPAD, inégalés dans le cadre du Plan d'action de Lagos et du Traité d'Abuja, ont permis à l'Union africaine de consolider ses institutions (par exemple, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs). S'il propose une vision pour le continent, l'Agenda 2063 constitue également un nouveau cadre qui renforce les mécanismes continentaux existants tels que le Mécanisme africain d'évaluation par

les pairs, l'Agence de développement de l'Union africaine et l'Architecture de gouvernance africaine.

68. L'Agenda 2063 reflète la ferme volonté de l'Afrique de tirer les enseignements qui peuvent lui être utiles et peut être considéré comme une suite logique du NEPAD et d'autres initiatives. L'Afrique a réaffirmé ses intérêts collectifs, notamment la poursuite de la transformation économique structurelle pour un développement inclusif et centré sur l'individu.

69. Pour répondre de façon efficace aux priorités de développement de l'Afrique, il faut qu'existe un solide environnement porteur aux niveaux national, continental et mondial. C'est dans cette optique que l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine ont convenu, dans le contexte du Mécanisme de coordination régionale, du Cadre du nouveau partenariat pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017-2027, qui remplace le Programme décennal de renforcement des capacités. Ce Cadre a été adopté par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à sa vingt-cinquième session ordinaire, tenue à Johannesburg (Afrique du Sud) en 2015, et a été accueilli favorablement par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/254. Il représente la première étape de la prise en compte des principes et des priorités de l'Agenda 2063 dans les priorités de planification de l'ONU.

70. Néanmoins, une coordination plus étroite entre l'Union africaine et le système des Nations Unies est indispensable pour faire en sorte que le Programme 2030, l'Agenda 2063 ainsi que les principaux accords mondiaux, tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, soient intégrés dans les cadres de planification nationaux des États membres. L'ONU prend des mesures à cet égard, comme l'explique le Secrétaire général dans son rapport sur l'appui du système des Nations Unies au NEPAD (E/AC.51/2021/8). En outre, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, en étroite coopération avec l'Agence de développement de l'Union africaine, continuera à tirer parti des partenariats pour fournir aux États membres des services consultatifs fondés sur la connaissance afin de les aider à réaliser leurs priorités nationales de développement, ainsi qu'à jouer un rôle essentiel dans la diffusion des meilleures pratiques et la sensibilisation aux priorités de développement de l'Afrique.

71. Compte tenu de l'intégration du NEPAD dans l'Agenda 2063 ainsi que de l'incidence positive de la résolution 57/7 de l'Assemblée générale sur la mobilisation de l'appui international en faveur du NEPAD, il est recommandé que l'Assemblée adopte l'Agenda 2063 comme cadre pour le suivi des progrès dans la réalisation des priorités de développement de l'Afrique et pour la détermination des partenariats prioritaires pour favoriser le programme de transformation de l'Afrique.

72. En outre, sur la base de l'examen de la mise en œuvre du NEPAD, les recommandations formulées ci-après visent à renforcer les liens de collaboration entre l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et les partenaires pour le développement aux fins de l'accélération des progrès vers la réalisation des objectifs de développement.

A. Financement du développement

73. Les recommandations sont les suivantes :

Ressources publiques intérieures

a) Il convient d'améliorer la volonté politique de réforme et l'aide au renforcement des capacités, tout en donnant la priorité dans l'allocation des dépenses

et les processus budgétaires à l'appui à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable ;

b) La coopération internationale est essentielle pour soutenir l'économie numérique en Afrique dans le cadre des nouvelles politiques fiscales et de la coopération internationale en matière d'imposition des bénéfices de l'économie numérique ;

c) L'accès des gouvernements africains aux facilités de restructuration de la dette, avec la participation de créanciers privés, est indispensable pour libérer des ressources pour le financement du développement et le retour à une trajectoire de croissance ;

d) Les pays africains sont encouragés à investir dans la technologie pour renforcer la gestion des finances publiques et soutenir tous les éléments du système budgétaire, comme l'administration fiscale, ainsi que pour promouvoir l'application des lois contre les crimes financiers ainsi que l'exécution du budget, afin de mobiliser des recettes plus importantes et d'assurer une plus grande efficacité des dépenses ;

Entreprises et financements privés aux niveaux national et international

e) La coopération entre les États membres africains et les partenaires pour le développement devrait être renforcée afin de promouvoir le développement du secteur privé en favorisant et en préservant la stabilité macroéconomique, en renforçant l'environnement juridique et réglementaire, en fournissant les services d'infrastructure essentiels au développement durable et au fonctionnement de l'économie, en mettant en place les capacités internes nécessaires à la réalisation de projets d'infrastructure efficaces par rapport au coût et résilients, notamment des « projets propres à attirer l'investissement », et en remédiant aux contraintes financières, qui touchent particulièrement les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Des initiatives telles que le Forum du secteur privé africain peuvent jouer un rôle fondamental dans la promotion du développement du secteur privé africain et la réalisation de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable ;

f) La promotion d'investissements et de politiques propres à attirer les investissements nationaux et étrangers et à encourager les flux financiers privés, contribuera à soutenir les petites et moyennes entreprises, en particulier celles détenues par des femmes, encouragera et facilitera le développement et le transfert de technologies vers les pays africains, à des conditions convenues d'un commun accord, et aidera à renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et des objectifs ;

g) Il convient de soutenir les efforts faits par les pays africains pour préserver l'augmentation tendancielle des investissements nationaux ou étrangers dans le développement des infrastructures, y compris en renforçant la mobilisation des ressources nationales provenant des secteurs public et privé, ainsi que pour améliorer l'efficacité des investissements existants ;

Coopération internationale pour le développement

h) Les partenaires pour le développement doivent collaborer avec les États membres africains pour faire face aux catastrophes et autres risques, y compris les épidémies et les pandémies. Ils doivent mettre à leur disposition des instruments de financement *ex ante*, qui sont efficaces, prévisibles et rapides à distribuer et dans la conception desquels sont intégrées des incitations à la réduction des risques, notamment l'octroi d'une plus grande priorité aux investissements dans la réduction

des risques de catastrophe, entre autres la prévention des épidémies et des pandémies et la planification préalable ;

i) Les partenaires pour le développement sont encouragés à réorienter les financements mixtes pour passer du souci de bancabilité à la recherche d'un impact, en tenant compte des besoins et des capacités d'appropriation du pays considéré et en dosant judicieusement ces financements dans les situations où cet outil est jugé le plus adapté ;

j) Afin de respecter les engagements pris dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, les fournisseurs d'aide publique au développement devraient continuer à appliquer des conditions plus souples pour tenir compte des vulnérabilités et de l'instabilité politique, en prêtant une attention particulière à tous les cas de reclassement (sortie de la catégorie des pays les moins avancés, perte d'accès aux guichets concessionnels multilatéraux et à l'aide publique au développement, etc.), en prévoyant les améliorations correspondantes et en renforçant les mesures de soutien exceptionnelles et temporaires pour les pays en transition, notamment la possibilité d'une inversion du processus de reclassement.

B. Gestion des transitions de la stabilisation à la consolidation de la paix et au développement à long terme

74. Les recommandations sont les suivantes :

a) Les efforts déployés par l'Union africaine pour rendre opérationnels l'Architecture africaine de paix et de sécurité et le Partenariat pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique appellent une coordination entre les institutions de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les bureaux régionaux de l'ONU. À cet égard, il convient de s'appuyer sur le partenariat entre l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et le système des Nations Unies pour tirer parti au mieux des approches synergiques et des ressources complémentaires disponibles dans les domaines interdépendants de la paix et du développement. Les mécanismes de responsabilité mutuelle seront essentiels à la construction d'un partenariat véritable, équilibré et mature ;

b) Il est tout aussi important d'adapter les modes de gouvernement, les institutions internationales et les modalités de collaboration pour répondre à l'extrémisme violent, à la criminalité transfrontalière et aux risques de cybersécurité.

C. Démocratie, résilience et capital humain

75. Les recommandations sont les suivantes :

a) Le renforcement de la résilience des personnes les plus vulnérables au moyen de la réduction de la pauvreté, de la promotion d'une prospérité partagée, du renforcement de la sécurité alimentaire et du maintien de la paix dans les situations de crise doit rester une priorité faisant partie intégrante de la coopération entre l'Afrique et ses partenaires pour le développement ;

b) Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la priorité accordée par les États membres africains au renforcement des systèmes de santé nationaux, au développement des systèmes de surveillance dans le secteur de la santé, conformément au Règlement sanitaire international (2005), et à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour prévenir, protéger et combattre les maladies nécessite le

soutien des partenaires pour le développement aux fins de la mise en œuvre la Stratégie africaine de la santé (2016-2030) et de la transition vers la couverture sanitaire universelle en Afrique. L'Organisation des Nations Unies continuera à promouvoir des interventions mondiales concertées pour faire face à la pandémie et à ses conséquences sociales, économiques et financières négatives sur les sociétés africaines ;

c) Des activités de coopération technique et des financements sont nécessaires pour aider les pays africains à redoubler d'efforts au niveau national pour mettre pleinement en œuvre, comme il convient, les engagements pris dans la déclaration politique issue de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la lutte contre la tuberculose (voir résolution 73/3) et dans la déclaration politique de la troisième réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (voir résolution 73/2) ;

d) La coopération internationale et le renforcement des capacités sont aussi requis pour encourager les pays d'Afrique à continuer de s'employer à investir dans l'éducation, en particulier dans l'enseignement des mathématiques, la formation professionnelle, notamment le génie, la science, la technologie et l'innovation afin d'accroître la valeur ajoutée et de favoriser le développement industriel durable ;

e) Les efforts de renforcement des capacités devraient également être axés sur la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique, tels qu'ils figurent dans la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie et dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

D. Tirer parti des technologies de l'information et des communications et de l'administration numérique pour trouver des solutions innovantes à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

76. La recommandation est la suivante :

Les partenaires pour le développement sont appelés à s'associer au système des Nations Unies et à l'Union africaine pour doter les pays africains des capacités renforcées nécessaires pour tirer parti des technologies de l'information et de la communication et de l'administration numérique pour lutter contre la pandémie de COVID-19, notamment au moyen d'initiatives innovantes telles que la création de plateformes régionales pour aider les États membres à accroître le financement national de la santé.

E. Industrialisation, dividende démographique et Zone de libre-échange continentale africaine

77. Les recommandations sont les suivantes :

a) La coopération des partenaires pour le développement avec les États membres africains devrait être renforcée pour appuyer la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique. Il est particulièrement important d'intégrer l'accès aux ressources humaines et financières pour soutenir les petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, afin de générer une augmentation de 10 % de la croissance du secteur manufacturier d'ici à 2050, comme le prévoit l'Agenda 2063 ;

b) Pour assurer l'activation effective de la Zone de libre-échange continentale africaine, il faut qu'une coopération s'instaure avec les partenaires pour le développement afin de promouvoir la diversification économique et l'intégration régionale, en s'appuyant sur les accords commerciaux régionaux pour encourager une plus grande indépendance économique intra-africaine ;

c) La promotion de la coordination continentale et l'harmonisation des politiques commerciales entre les États membres africains, conjuguées à l'élaboration d'instruments et de mécanismes visant à éliminer toutes les barrières commerciales, à limiter l'imposition de nouvelles mesures de restriction des échanges et à réduire les restrictions accumulées, devraient faire partie intégrante des mesures prônées pour soutenir l'activation réussie de la Zone de libre-échange continentale africaine ;

d) Les efforts déployés par les États membres africains pour tirer parti de l'accroissement démographique en investissant dans le capital humain et en exploitant une main-d'œuvre nombreuse doivent être soutenus afin qu'ils puissent aboutir au renforcement de l'avantage concurrentiel.

F. Pour un avenir énergétique durable en Afrique tout en atténuant les effets des changements climatiques

78. Les recommandations sont les suivantes :

a) Bien que l'Afrique soit une des régions qui contribuent le moins aux changements climatiques, elle est pourtant extrêmement vulnérable et exposée à leurs effets néfastes et la coopération entre les pays africains et leurs partenaires pour le développement devrait être élargie pour soutenir ses efforts d'adaptation indispensables, notamment par la mise au point, le transfert et le déploiement de technologies, selon des modalités arrêtées d'un commun accord, le renforcement des capacités et l'affectation de ressources adéquates et prévisibles, dans le respect des engagements pris ; il convient également de souligner la nécessité d'appliquer intégralement les décisions adoptées d'un commun accord au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, y compris l'Accord de Paris ;

b) Les pays africains sont confrontés au défi de concevoir des politiques cohérentes pouvant simultanément accélérer la croissance, réduire la pauvreté et les inégalités, préserver et améliorer l'environnement et aider à s'adapter au changement climatique et/ou à l'atténuer. Pour atteindre ces objectifs, les pays doivent disposer de mécanismes institutionnels solides pour l'intégration des politiques ainsi que de capacités d'analyse quantitative pour évaluer les options offertes. Des évaluations intégrées, telles que celles axées sur le climat, l'utilisation des terres, l'énergie et les systèmes hydriques constituent l'un des instruments pouvant être utilisés pour renforcer la capacité institutionnelle et la coopération interorganisations et servir de base à des discussions concrètes sur les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 et définir les scénarios les plus adaptés pour y faire face.